الهجرة والتنمية
ⵜⴰⵎⵓⵔⵜ ⴷ ⵜⵓⵎⵔⵜ
MIGRATIONS & DÉVELOPPEMENT

TADAMON
ⵜⴰⴷⴰⵎⵓⵏ

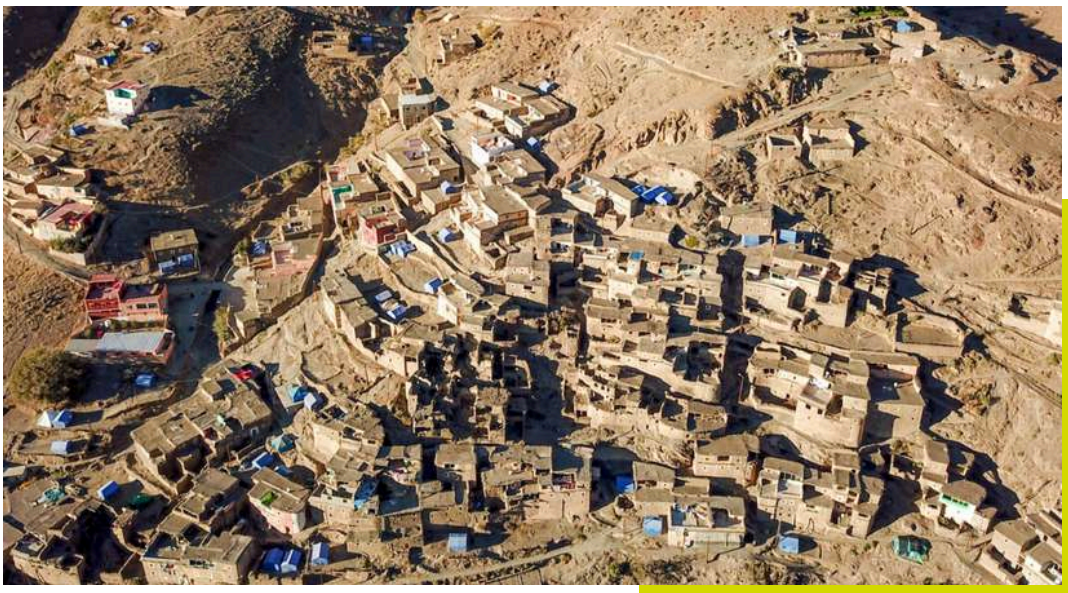
ÉTUDE SOCIOLOGIQUE

ÉVOLUTION DES COMPORTEMENTS ET DES BESOINS DANS LES ZONES AFFECTEES PAR LE SÉISME

Réalisée par Pr. Abdellah SAAF & M. Kacem EL BASTI
Septembre 2025

France
AFD
Fondation de France
Région Nouvelle-Aquitaine
Nouvelle Aquitaine COSIM

Introduction et cadre général



Le séisme du Haut Atlas, survenu le 8 septembre 2023 est l'un des plus puissants enregistrés au Maroc. Il a agi comme un **révélateur des vulnérabilités structurelles** d'un territoire longtemps confronté à l'enclavement, à la rareté hydrique et à une économie vivrière fragile. **La catastrophe a bouleversé les équilibres sociaux, redéfini les priorités collectives et reconfiguré le lien entre populations, État et société civile.**

L'étude *"Diagnostic de l'évolution des comportements et des besoins dans les zones affectées par le séisme"* mené dans **24 communes de la Province de Taroudant**, adopte un cadre interprétatif ancré dans la sociologie des catastrophes. Selon cette approche, les crises extrêmes ne créent pas les fragilités, elles les amplifient. Elles mettent en lumière les tensions latentes, révèlent les ressources informelles et provoquent des **recompositions durables des rôles sociaux et institutionnels.** L'événement sismique est ainsi analysé comme un « analyseur social » permettant de comprendre comment les habitants réinterprètent l'aide, réorganisent leurs solidarités et redéfinissent leurs attentes. L'objectif central de l'étude est de documenter, comprendre et interpréter les comportements post-séisme. La question directrice porte sur une tension observée dès les premières semaines :

Comment un territoire historiquement fondé sur l'auto-organisation communautaire a-t-il évolué vers des attitudes marquées par l'attente vis-à-vis de l'aide publique ?

Ce questionnement s'articule autour de plusieurs enjeux :

01 Evolution du rapport à l'État et aux dispositifs d'aide

02 Transformation des solidarités coutumières

03 Rôle différencié des jeunes et des femmes

04 Économie, numérique, éducation, eau : leviers de résilience

Méthodologie : un dispositif sélectif et compréhensif

L'étude repose sur une **démarche qualitative** approfondie, déployée dans **24 communes rurales du Haut Atlas**. Le dispositif combine **6 focus groups** et **18 entretiens** individuels, avec un échantillon volontairement sélectif ciblant les acteurs dotés d'une connaissance fine du terrain : élus, responsables et acteurs associatifs, leaders communautaires, personnes ressources, membres de coopératives, enseignants, jeunes et femmes engagées localement.

Cette démarche ne cherche pas la représentativité statistique, mais la pertinence analytique. Le but est de recueillir des récits informés, capables d'éclairer les dynamiques sociales profondes.

La démarche interprétative repose sur :

• L'**analyse thématique** (Bardin), qui consiste à repérer, organiser et interpréter les idées récurrentes dans les discours des participants

• La **compréhension des logiques d'action** (Blumer), qui s'intéresse à la manière dont les individus donnent du sens à leurs actes dans un contexte précis

• La prise en compte du **contexte culturel et linguistique**

• L'attention aux **perceptions, émotions, attentes et tensions** exprimées.



Cette approche permet de reconstruire les significations que les acteurs attribuent au séisme, à l'aide reçue et aux transformations vécues. **Elle met au centre les rationalités locales plutôt que des catégories externes d'évaluation.**

Hypothèses de départ

Trois hypothèses structurent l'étude et orientent l'analyse des résultats.



01

Le retour d'un Etat fort

recompose les attentes citoyennes, la présence continue de l'État après le séisme a rassuré, mais elle a aussi repositionné l'initiative du côté institutionnel. Ce changement questionne le passage historique d'un modèle d'auto-organisation coutumière à une dépendance accrue aux dispositifs publics.

02

L'abondance de l'aide

produit des effets ambivalents, les aides protègent les ménages, mais deviennent parfois un frein à la reprise d'initiative lorsqu'elles ne s'accompagnent pas de trajectoires d'autonomisation.

03

Le numérique

transforme les répertoires d'action : Smartphones et réseaux sociaux introduisent de nouvelles formes d'expression, de comparaison et de mobilisation, mais aussi une individualisation qui fragilise parfois l'action collective.

Principaux constats de terrain

Le séisme a profondément transformé les dynamiques sociales des 24 communes du Haut Atlas étudiées. Avant la catastrophe, la gouvernance locale reposait sur des **solidarités coutumières solides**, une forte **implication des douars** dans la gestion quotidienne des affaires collectives et une présence étatique perçue comme relativement distante. Après le séisme, ce modèle a été bouleversé. **L'État est devenu l'acteur central de la reconstruction**, ce qui a renforcé sa légitimité mais a aussi entraîné un déplacement des attentes vers lui. Cette évolution confirme l'hypothèse selon laquelle **la crise a consolidé la position de l'État tout en réduisant l'espace d'initiative locale.**

Solidarités communautaires et attentisme

Les solidarités communautaires, autrefois pivot de la vie collective, ont été très actives au début de la crise. Les habitants ont immédiatement organisé l'entraide, la redistribution et le soutien logistique. Mais à mesure que les aides publiques, civiles et humanitaires se sont installées, ces dynamiques se sont affaiblies. L'attentisme observé ne traduit pas une perte de valeurs, mais une stratégie d'adaptation face à un environnement devenu incertain. Ce constat valide l'idée que **l'abondance de l'aide peut protéger mais aussi freiner la reprise d'initiative lorsqu'elle n'est pas associée à des perspectives claires de co-construction.**

Jeunesse, numérique et aspirations

Les jeunes occupent une place particulière dans cette transformation. Avant le séisme, ils exprimaient déjà un désir de mobilité et d'action, malgré des débouchés limités et une faible inclusion dans les espaces de décision. Après la catastrophe, leur mobilisation initiale a été forte, mais elle n'a pas été suffisamment reconnue ou intégrée par les institutions. L'usage intensif du numérique a amplifié leurs aspirations tout en accentuant un sentiment d'écart entre ce qu'ils voient et ce qu'ils peuvent réellement atteindre. **Ce phénomène confirme l'hypothèse selon laquelle les outils numériques élargissent les horizons mais créent une tension entre modernité perçue et réalité locale.**

Femmes et autonomisation économique

Chez les femmes, la dynamique est similaire. Avant le séisme, les coopératives jouaient déjà un rôle économique modeste mais important en termes de reconnaissance sociale. Après la crise, leur visibilité a augmenté et les femmes ont renforcé leur présence dans les activités communautaires. Toutefois, leurs opportunités économiques restent limitées par un manque de structuration, de débouchés et de ressources. Ici, l'étude nuance l'hypothèse sur l'effet inhibiteur de l'aide, car **les femmes montrent une volonté d'agir, mais leur capacité d'autonomisation dépend de l'accompagnement et de la valorisation de leurs productions.**

Éducation et résilience territoriale

Le système éducatif a également subi une pression considérable. Les infrastructures déjà fragiles avant le séisme, en particulier les Dar Talib et Dar Taliba, ont été encore plus touchées. Leur rôle reste pourtant essentiel pour la scolarisation rurale, notamment des filles. Les difficultés d'accès, les risques de décrochage et les besoins en soutien psychosocial montrent que **l'éducation est un levier central de la résilience territoriale et un enjeu à traiter en priorité dans la reconstruction.**

Accès à l'eau et gouvernance locale

Enfin, l'accès à l'eau, structuré avant la crise par des règles coutumières adaptées au contexte montagnard, a été profondément perturbé. Les dégâts sur les infrastructures hydrauliques et la raréfaction de la ressource ont **accentué les tensions et montré la fragilité des mécanismes de gestion collective.** Cette situation renforce l'idée que les crises révèlent les limites des régulations locales lorsqu'elles ne sont pas soutenues par des systèmes modernes et des institutions capables d'appuyer la gouvernance de l'eau.

Numérique : un rôle ambivalent

Dans l'ensemble, l'étude révèle que le numérique est devenu un espace d'expression et de visibilité, mais n'a pas encore la capacité de générer des retombées économiques réelles en l'absence d'infrastructures logistiques, de solutions de paiement et d'accompagnement technique. **Le numérique accentue donc le décalage entre aspirations individuelles et possibilités concrètes**, ce qui confirme l'hypothèse sur son rôle ambivalent dans les pratiques sociales post-séisme.

Interprétation des résultats

Les résultats de l'étude montrent qu'au-delà des dommages matériels, le séisme a déclenché une **recomposition profonde des comportements, des attentes et des modes d'organisation**. Les habitants n'ont pas réagi par fatalisme ou par inertie, mais selon des logiques d'adaptation façonnées par l'incertitude, la comparaison numérique et la montée en centralité de l'État. **L'attentisme observé n'est pas un effacement de l'action et des acteurs, mais une stratégie prudente dans un contexte instable.** Le numérique a élargi les horizons plus vite que les opportunités réelles, nourrissant un décalage entre ce que l'on voit et ce que l'on peut faire. Enfin, **le rôle renforcé de l'État, indispensable dans l'urgence, n'a pas encore trouvé son équilibre avec la participation locale.** Ces éléments, pris ensemble, montrent que la reconstruction durable repose autant sur la restauration des infrastructures que sur la capacité collective à réactiver l'autonomie, coordonner les initiatives et harmoniser les attentes entre institutions et communautés.



Recommandations stratégiques à l'issue de l'étude

Etat et collectivités

Donner de la visibilité aux règles d'aide, impliquer systématiquement les acteurs locaux dans les décisions, sécuriser les infrastructures clés et passer d'une logique d'assistance à une logique d'action et d'acteurs.

OSC et organisations villageoises

Renforcer la gouvernance, structurer la participation, réactiver l'action collective et développer les compétences en gestion et en concertation pour devenir des forces de proposition pour la reconstruction.

Coopératives et acteurs économiques

Professionnaliser les chaînes de valeur, stabiliser les débouchés, améliorer la qualité, le marketing et la logistique. Transformer la reconnaissance sociale en autonomie économique durable.

Jeunes

Créer des espaces de participation, proposer des parcours d'accompagnement et des formations appliquées (numérique, gestion de projet, entrepreneuriat rural) pour convertir l'aspiration en action.

Partenaires techniques et financiers

Appuyer les programmes structurants à long terme, soutenir l'ingénierie locale, renforcer les capacités de gouvernance et accompagner les secteurs clés (eau, artisanat, agriculture, éducation, numérique) dans une logique d'impact mesurable.

Conclusion

L'étude montre qu'une catastrophe naturelle brutale peut révéler en même temps les fragilités structurelles d'un territoire et les ressources sociales qui lui permettent de tenir dans l'urgence. Le séisme n'a pas créé les tensions observées. Il a mis en lumière un modèle de développement marqué par l'enclavement, la rareté hydrique, la dépendance à l'économie vivrière et un système éducatif sous pression. C'est dans ce contexte que la problématique centrale s'est imposée : **comprendre comment un territoire historiquement organisé autour de solidarités coutumières et d'initiatives locales a pu basculer vers des attitudes d'attente face à l'aide institutionnelle.**

Les hypothèses formulées en amont se sont révélées pertinentes. L'étude confirme que **la présence renforcée de l'État a rassuré, tout en déplaçant l'initiative vers les institutions.** L'abondance de l'aide a protégé les ménages, mais a parfois freiné l'auto-organisation lorsque les mécanismes d'appui n'étaient pas associés à des perspectives d'autonomisation. Le numérique, enfin, a élargi les horizons et accéléré les aspirations, mais sans offrir les moyens concrets de transformer cette visibilité en opportunité réelle. Ces transformations ne relèvent pas d'une rupture culturelle. Elles sont des réponses rationnelles à un contexte instable et aux contraintes qui ont suivi la catastrophe.

Les constats du terrain montrent un territoire en recomposition. L'État occupe désormais une place centrale dans les attentes, les solidarités communautaires ont perdu en intensité à mesure que les aides se stabilisaient, les jeunes oscillent entre volonté d'agir et découragement, les coopératives féminines sont reconnues mais restent économiquement fragiles, et la gestion de l'eau est devenue un point de tension majeur. L'ensemble de ces observations indique que **la résilience ne dépend pas uniquement de la reconstruction matérielle, mais aussi de la capacité des acteurs à rééquilibrer leurs rôles et à redonner une place structurante à l'initiative locale.**

Les recommandations issues de l'étude convergent vers une même orientation : **passer d'un modèle centré sur l'assistance à un modèle d'action et d'acteurs.** L'État et les collectivités doivent clarifier les règles de l'aide, sécuriser les infrastructures essentielles et ouvrir la décision aux acteurs locaux. Les OSC et organisations villageoises doivent renforcer leurs capacités pour jouer pleinement leur rôle de médiation et de co-construction. Les coopératives doivent être accompagnées pour entrer dans des chaînes de valeur professionnelle. Les jeunes doivent être intégrés dans des dispositifs de participation et d'accompagnement durable. Les partenaires internationaux doivent soutenir des programmes structurants, cohérents avec les dynamiques locales et capables de produire un impact mesurable.

En somme, la reconstruction du Haut Atlas ne peut réussir qu'en articulant les forces existantes et les dispositifs d'appui, en transformant l'aide en levier d'autonomie, et en plaçant la gouvernance participative au cœur des choix publics. Le séisme a ouvert une période d'incertitude, mais aussi une opportunité pour repenser la manière dont les institutions, les communautés et les acteurs économiques co-construisent l'avenir du territoire. **Cette conclusion rappelle que la résilience durable dépend autant des infrastructures que de la capacité collective à agir ensemble.**

« Bâtir avec les acteurs locaux des territoires vivants »

Migrations & Développement : Fondée en 1986, Migrations & Développement (M&D) est une ONG franco-marocaine qui agit pour un développement local durable, inclusif, fondé sur la solidarité entre les territoires du Sud et du Nord. Née de l'engagement conjoint de migrants marocains et d'ingénieurs français, elle s'est construite autour d'une conviction forte : les communautés locales et la diaspora sont des acteurs clés de la transformation sociale et écologique des territoires, ici et là-bas.

Ancrée dans les aspirations des populations locales et des Marocains du Monde, M&D agit sur la préservation et la valorisation des ressources naturelles, l'agroécologie, la gouvernance inclusive, l'égalité femmes-hommes, la promotion de la jeunesse, l'activité économique. Par l'exemple, elle catalyse le changement social et essaime ses innovations au-delà des territoires où elle intervient.

Avec plus de 40 salarié·e·s réparti·e·s entre le Maroc et la France, M&D a contribué à améliorer durablement les conditions de vie de milliers de familles. Ses initiatives sont reconnues à l'international, par la confiance que lui accordent de grands bailleurs (Agence Française de Développement, Fondation de France, Union Européenne…), mais aussi par l'obtention du Grand Prix Luciole 2025 qui a récompensé son projet pilote dans le massif du Siroua pour son impact écologique et social exemplaire.

www.migdev.org

France AFD Agence Française de Développement

Fondation de France

Région Nouvelle-Aquitaine

Nouvelle Aquitaine COSIM Réseau des diasporas solidaires